



NICOLAS **BERNARD**

TEXTO

La Guerre du Pacifique

1943 - 1945 **

LA GUERRE DU PACIFIQUE

DU MÊME AUTEUR

La Guerre germano-soviétique (1941-1945), Tallandier, 2013 ; « Texto », 2015, en deux tomes (1941-1943 et 1943-1945).

La Guerre du Pacifique, 1941-1943, tome 1, « Texto », 2019.

NICOLAS BERNARD

LA GUERRE
DU PACIFIQUE

1943-1945

**

TEXTO

Texte est une collection des éditions Tallandier

Cartographie : © Éditions Tallandier/Légendes Cartographie, 2016

© Éditions Tallandier, 2016 et 2019 pour la présente édition
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris

www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4082-3

Troisième partie

Entre l'« enclume chinoise »
et le marteau du Pacifique

CHAPITRE VIII

LA CHINE NE TIENDRA PAS

Si ces bandits de Japonais ne sont pas bientôt vaincus, ou si cette guerre doit se prolonger encore un ou deux ans, alors la Chine ne tiendra pas, et j'aurai échoué à accomplir la mission que Dieu m'a confiée.

Tchiang Kai-shek, 11 avril 1943¹

La Chine constitue le bras oriental de la reconquête américaine, et l'US Navy son bras occidental. Cet étau écrasera la puissance japonaise, notamment grâce aux bombardiers B-29 qu'il est question d'acheminer aussi bien sur le territoire chinois que dans les îles du Pacifique central. Au-delà de ces considérations stratégiques, la Chine incarne de nouveau la « terre promise » pour l'Amérique, qui attend d'y écouler ses marchandises, et espère en faire un gendarme à l'échelle du continent asiatique.

« La » Chine ? « Des » Chine. Comme le notera un expert américain, Thomas Bisson, le 14 juillet 1943, « deux Chine ont émergé. Chacune a son propre gouvernement, ses propres forces armées, son propre territoire. L'une est généralement appelée la Chine du Kuomintang, et l'autre, la Chine communiste. Pour être plus descriptif, il vaudrait mieux parler de Chine féodale et de Chine démocratique. Ces termes décrivent mieux les réalités telles qu'elles existent aujourd'hui, la véritable

différence institutionnelle entre les deux Chine² ». Malgré ses raccourcis (Bisson oublie la troisième Chine, celle des collaborateurs), cette formule témoigne d'un état de fait : la Chine en guerre est lourde d'une guerre civile, ce qui handicape sa combativité. Et obère son avenir.

LES TROIS CHINE

Un bateau ivre : la Chine nationaliste

La Chine nationaliste, théoriquement encadrée par le Kuomintang, semble à la dérive. Son chef, le « généralissime » Tchiang Kai-shek, s'acharne à colmater les brèches qui se creusent dans un navire que, désormais, il dirige manifestement à vue – mais qui pourrait bien sombrer avant d'arriver à bon port.

L'homme, à Tchongking n'échappe pas à la critique. Par ascétisme de principe et pour tenter de donner l'exemple, il y mène une vie frugale... non sans résider dans plusieurs résidences de luxe ! C'est surtout à son épouse, Mayling, que la rumeur s'attaque : trop matérialiste, trop dépensière, trop décadente. On la dit si coquette qu'elle ferait venir de l'étranger, à grands frais en ces temps de privation, des crèmes de beauté et autres aliments rares... L'accusation n'est pas entièrement fausse, mais néglige l'essentiel, car Mayling n'a rien d'une Marie-Antoinette de caricature. Comme son mari, c'est une politicienne chevronnée, jouant de ses charmes – indéniables – pour séduire alliés comme adversaires. Parlant couramment l'anglais, elle est devenue la porte-parole du régime nationaliste à l'étranger. Nombre de dirigeants et autres faiseurs d'opinion occidentaux seront littéralement captivés par cette « madame Tchiang » alliant l'intelligence la plus vive à la séduction

la plus exotique, capable de devenir le centre de gravité d'une conférence interalliée par sa seule présence. Mayling a intérêt de ne rien négliger pour sa santé et son apparence dans un monde régi par le patriarcat. Au reste, qu'a-t-elle d'autre à offrir ?

Leur pays est au bord du gouffre. Pressuré depuis 1937, le vivier humain s'épuise d'année en année : après avoir enrégimenté près de 2 millions d'hommes en 1939, et autant en 1940, le gouvernement n'en recrute, depuis, guère plus de 1,6 million par an³. Encore ne parle-t-on ici que des Chinois *mobilisés*, et non de ceux effectivement affectés dans l'armée : « L'année dernière, fulmine le général américain Stilwell dans son journal à la date du 21 juin 1943, 56 % des recrues ont atteint leur unité ; les autres sont mortes ou ont déserté en chemin⁴. » Sans parler des seigneurs de la guerre et autres potentats locaux, qui prélèvent leur « tribut »... En visite dans le pays en 1942, la journaliste Ève Curie s'émeut devant « ces soldats loqueteux que nous croisons sur la route, ces hommes vêtus d'uniformes qui ont perdu forme et couleur », qui « semblent beaucoup plus à plaindre que les fonctionnaires, les commerçants, les propriétaires et les intellectuels⁵ ».

Et pour cause, car l'essoufflement s'étend à l'économie de guerre. Cette dernière est étranglée par l'insuffisance d'équipements et d'infrastructures, laquelle a entraîné une pénurie de ressources allant en s'aggravant⁶. En conséquence, la production patine. Selon une étude américaine conduite à la fin de la guerre, la Chine nationaliste serait parvenue à fabriquer, de mars 1941 à juin 1945, 273 000 fusils, 44 000 mitraillettes et mitrailleuses, 10 000 mortiers, 16 millions de grenades, 610 millions de munitions de tous calibres⁷. Résultats bien médiocres si on les compare à ceux de l'industrie japonaise sur la même période : 3 millions de fusils, 8 000 pistolets, 423 000 mitraillettes et mitrailleuses, 5 700 mortiers⁸. Pour

se munir de chars, d'avions, de navires, les Chinois préfèrent recourir à la technologie étrangère⁹ – mais l'aide extérieure, on le verra, restera dramatiquement insuffisante jusqu'en 1944 ! « Un peuple de paysans et de négociants se bat, les mains nues, contre l'agresseur le plus puissamment armé de tout l'Orient », résume Ève Curie¹⁰.

Sur le plan financier, l'excès de dépenses publiques conjugué au rétrécissement des revenus suscite une inflation galopante, si bien que les prix sont multipliés par 500 de 1937 à 1944¹¹ ! La monnaie est à ce point dépréciée qu'elle perd pratiquement toute valeur, au profit du dollar ou du troc. De quoi accentuer la grogne sociale, aggraver la corruption, en un mot discréditer le régime.

« L'ennui avec la Chine, remarque un conseiller américain, ce n'est pas que le généralissime ne comprenne rien à l'économie, mais que son ministre des Finances n'y comprenne rien non plus¹². » C'est noircir le portrait. En vérité, le gouvernement nationaliste n'a pas ménagé ses efforts pour maintenir à flot le pays. L'économie a été considérablement centralisée, le régime s'est même doté d'un Comité de mobilisation nationale en 1942, de manière à atténuer les effets pervers d'une bureaucratie tentaculaire. Mais ni les belles paroles, ni l'accumulation de décrets, ni la mise sur pied d'organismes aux titres ronflants ne sauraient balayer les principautés féodales enrichies par des décennies de déstabilisation politique. L'effort industriel chinois, à son apogée en 1943, n'atteindra que 12 % de sa production d'avant-guerre¹³. Tout au plus l'État parvient-il à limiter les dégâts : il échappe à la banqueroute, renforce le système bancaire, prévient l'emballement des marchés financiers, améliore les communications et le ravitaillement¹⁴.

Par ailleurs, la disette menace. Peu désireux de se brouiller avec la paysannerie, les nationalistes ont évité, lors des premières années du conflit, de l'écraser d'impôts et de

réquisitions, si bien que la production agricole n'a pas été extrêmement mauvaise jusqu'en 1941. Mais du fait des conquêtes japonaises, non seulement d'autres régions fertiles – telles que le Hubei – ont échappé au Kuomintang, mais encore la Chine a-t-elle été davantage isolée du monde extérieur, tant sur sa façade maritime que sur son flanc méridional, à savoir l'Indochine et la Birmanie¹⁵.

Le régime nationaliste en est réduit à exploiter ses dernières terres, déjà sollicitées à l'extrême, épuisant aussi bien les sols que les agriculteurs eux-mêmes. Ève Curie note que « les paysans vivent dans la misère. La plupart ne possèdent que des dettes qui, me dit-on, les tiennent prisonniers pour des années, les lient jusqu'à soixante ans d'avance ! Les lois féodales qui régissent l'exploitation de la terre chinoise ont été un peu adoucies par le gouvernement actuel, mais le régime n'a jamais été radicalement transformé. Les paysans restent donc à la merci de hobereaux corrompus qui cumulent les professions de fonctionnaires, de propriétaires fonciers et de prêteurs sur gages¹⁶ ». Théoriquement, les paysans ne sont tenus de délivrer que 8 % de leurs récoltes à l'État pour payer l'impôt ; en pratique, ils en cèdent le tiers, voire la moitié¹⁷. « Des témoignages tout à fait fiables prouvent que la réquisition du blé pour les troupes dépasse leur besoin réel », relate un diplomate américain en 1942¹⁸. De sorte que la Chine nationale est à la merci des conditions climatiques : seraient-elles mauvaises qu'une famine s'ensuivrait... Et effectivement, on y reviendra, la région du Hunan est frappée par ce fléau en 1943.

La gravité de la situation est d'autant moins niable que les territoires nationalistes sont bondés de réfugiés – de 20 à 100 millions selon les chercheurs ! Ayant tout perdu, gonflant la population des villes d'accueil, réinstallés dans les campagnes, ils s'efforcent de survivre au jour le jour, beaucoup d'entre eux ayant été séparés d'êtres chers¹⁹.

En définitive, le régime nationaliste s'apparente à un syndic de faillite. Le pays est épuisé, et son gouvernement, malgré ses efforts, n'exorcise aucun de ses démons (bureaucratie, féodalité, corruption). Les fonctionnaires ne sont pas épargnés, comme le constateront moult observateurs étrangers, dont Jacques Guillermaz : « Misérablement payés, surtout en rations de riz, ils vivaient dans des maisons à demi dévastées soit en solitaire, soit en concubinage, les épouses légitimes et les enfants étant demeurés en zone occupée, ou s'étant retirés en des villes ou villages moins exposés²⁰. » « La pauvreté des agents du gouvernement a atteint un niveau incroyable, se lamente le généralissime dans son journal, le 11 avril 1943. Faute de pouvoir élever leurs familles, beaucoup d'entre eux laissent leurs femmes avorter... Quelle misère, je ne peux le supporter²¹ ! »

*Amertume et espoirs d'un peuple en guerre
(et de son gouvernement)*

La dépression est également politique. Par la faute des Japonais, Tchiang est acculé dans des territoires de longue date rétifs à obéir au pouvoir central. Il y manque l'ossature d'un État fort, la structure d'une administration rigoureuse. Le régime est contraint de négocier constamment avec les seigneurs de la guerre. Ainsi, le *leader* chinois doit composer avec une instabilité politique chronique, qui curieusement échappera à bien des observateurs, américains notamment, alors qu'elle constitue un paramètre essentiel des décisions qui seront les siennes pour la période qui nous intéresse²².

Quand il peut, le régime pratique la coercition. La censure a été alourdie en 1938, il est interdit de critiquer le Kuomintang, le gouvernement, le généralissime. La police politique, le Juntong (Bureau militaire d'enquête et des statistiques), fait régner l'ordre à Tchongking, traque les communistes, infiltre

des agents en Chine occupée, voire dans le monde entier. Son chef, Taï Li, suit Tchiang comme son ombre depuis ses débuts en politique, et l'a aidé à défaire bien des carrières sur sa route vers le pouvoir. Certains Occidentaux le comparent parfois à Himmler, mais les services de renseignements américains le jugent « très compétent, un chic type²³ » !

Cependant, le régime tolère par endroits une très relative liberté de ton, ce qui permet aux courants artistiques chinois de refléter les vicissitudes de l'époque. Ainsi, la littérature, bien avant 1937, promeut la résistance contre l'envahisseur japonais et les traîtres qui le servent. Mais plusieurs écrivains n'hésitent pas à critiquer, à mots plus ou moins couverts, le Kuomintang, pour son archaïsme, sa corruption, son incompetence. À l'amertume politique se mêle une perte des repères, la vie se confondant avec la survie²⁴.

Pourtant le peuple tient. Par haine de l'adversaire, tout d'abord : non seulement ce dernier a-t-il envahi le territoire national, mais encore a-t-il en abondance versé le sang de ses habitants. Par habitude des privations, également. Jouent aussi, comme ailleurs, certaines attentes dans l'avenir, de nature et de degré variables. « Notre peuple va vers un avenir de sueur et de sang, affirme un cadre du régime à la journaliste Ève Curie. Mais pas de larmes : nous ne voulons pas pleurer, nous voulons travailler²⁵. » Espoir d'un renouveau de la fierté nationale, la Chine redevenant une grande puissance. Espoir d'ordre, par l'amélioration des rouages de l'État. Espoir d'amélioration des conditions de vie après la victoire : protection sociale, égalité des sexes, démocratie participative²⁶.

Tchiang Kai-shek tient compte de la plupart de ces déceptions et aspirations. En 1943, il publie le texte sacré du nationalisme chinois, *Destin de la Chine*. Dans cet ouvrage, il trouve le mot juste, « reconstruction ». Reconstruction nationale : la Chine, affirme-t-il, a été trop longtemps humiliée,

si longtemps qu'à présent sa survie est en jeu ; mais la victoire à venir la hissera de nouveau au statut de grande puissance. Reconstruction étatique, économique, sociale et morale : l'État sera consolidé, ce qui restaurera la prospérité à l'intérieur des frontières et dopera le commerce extérieur ; la société se réunifiera, connaîtra un renouveau d'intégrité morale, marquée par l'idéal confucianiste²⁷. Le régime nationaliste, sur ce dernier point, attend énormément des femmes : gardiennes du foyer, elles veilleront à éduquer correctement les enfants, à leur inculquer une solide hygiène de vie pour en faire de parfaits citoyens qui, adultes, participeront à l'ascension de leur pays²⁸.

Dans l'immédiat, il y a loin de la coupe aux lèvres. Militairement décimé, économiquement essoufflé, politiquement fragilisé, le régime de Tchiang Kaï-shek n'en tient pas moins debout parce que les Japonais n'ont pas les moyens d'aller plus loin. Mais il se contente de survivre. Pire encore, du moins à ses yeux : les coups de poignard japonais l'ont empêché d'achever ses ennemis mortels – les communistes. Lesquels, malgré l'épreuve de la guerre étrangère, ont connu un second souffle.

L'ascension des communistes

À dire vrai, l'invasion de la Chine par le Japon profite surtout aux communistes chinois. Au début de la guerre, le « front uni » qui les rassemble avec Tchiang Kaï-shek les préserve d'une extermination immédiate, après les grandes saignées des dix dernières années. Et la lutte contre l'agresseur nippon les drapait de légitimité patriotique.

Les épreuves du PCC ont permis à une personnalité de sortir du lot, celle de Mao Tsé-toung²⁹. Autodidacte davantage qu'intellectuel, même s'il se pique de doctrine et de poésie, Mao a tâté du journalisme avant de basculer dans la

rébellion ouverte au cours des années 1920. Comme Tchiang Kai-shek, il a été choqué par la pauvreté des masses et le déclin de la Chine face aux grandes puissances étrangères. Séduit par le romantisme révolutionnaire, il a rejoint le parti communiste mais a compris avant la majorité des camarades qu'ici, en Chine, la révolution serait portée par la paysannerie davantage que par la classe ouvrière.

Peu à peu, à force de patience, de résolution, de chance aussi, Mao a éliminé – politiquement ou physiquement – la plupart de ses concurrents, au point même de s'imposer aux communistes directement mandatés par Moscou. En théorie, il applique alors les préceptes de Lénine selon lesquels le parti communiste est le cerveau de la Révolution, ce qui justifie son monopole de l'exercice politique et son infaillibilité. En pratique, il s'octroie quelques privilèges qui ne lui sont guère disputés : à Yan'an, la nouvelle capitale du communisme chinois (une « ville chinoise plutôt ordinaire, dans un coin perdu du Shaanxi », dira Thomas Bisson qui la visitera en 1937³⁰), il occupe les résidences les plus confortables, et à partir de 1938 réquisitionne pour son usage personnel le seul véhicule de la ville, une camionnette de marque Chevrolet³¹...

Paradoxalement, l'invasion japonaise le sert. Tchiang, après avoir cherché à exterminer les communistes, se voit contraint de mobiliser toutes ses forces vives dans la guerre étrangère, quitte à établir avec les communistes un « front uni » ! Or le parti communiste en tire une nouvelle légitimité : il consacre son statut de résistant à l'envahisseur, et revient sur l'échiquier politique chinois après des années de répression. Enfin, les Japonais concentrent alors le gros de leurs troupes contre les nationalistes, et les communistes se gardent bien de les en empêcher – sans doute par prudence devant la puissance de feu adverse, davantage que par opportunisme³². Si bien que, plusieurs années durant, l'Armée rouge chinoise panse ses plaies.

Le « front uni », bien entendu, est lourd d'arrière-pensées. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Tchiang veut s'en servir pour neutraliser les communistes, soit pour en prendre le contrôle, soit pour encourager chez eux les « dissensions intérieures³³ ». Et précisément, les « rouges » ne cessent de s'interroger : ceux que l'on appelle les « internationalistes » du parti, soutenus par Moscou, appuient le « front uni », tandis que Mao et quelques autres continuent de se méfier de cet allié qui, il n'y a pas si longtemps, voulait les supprimer, et qu'ils suspectent de coupables complaisances envers Tôkyô. Du reste, des altercations entre communistes et nationalistes prennent la forme de véritables batailles rangées : 11 000 soldats nationalistes mis hors de combat (dont deux généraux tués) à Huangqia en octobre 1940 ; 7 000 communistes tués ou capturés à Maolin en janvier 1941... À plusieurs reprises, Mao envisage de rompre avec Tchiang, voire songe à une offensive préventive, à quoi Staline s'y oppose constamment, car ce serait faire le jeu du Japon³⁴. Au vrai, aucune des parties n'a d'intérêt à la rupture.

C'est que, rappelons-le, la guerre contre les Japonais continue. La direction du PCC se divise sur la stratégie à adopter : Mao préfère alterner temporisation et guérilla, pour épargner le bras armé du parti, alors que d'autres dirigeants, tels Chou En-lai, Chu Teh, Peng Teh-huai, préconisent une « guerre à outrance ». Cette dernière option l'emporte en juillet 1940 et donne lieu, le mois suivant, à ce que la légende communiste appellera la « bataille des Cent-Régiments » (cent quatre en réalité). Deux cent mille « rouges » s'attaquent aux centres névralgiques de l'armée japonaise dans le nord de la Chine : lignes de chemins de fer, routes, mines, usines et autres installations. Il ne s'agit pas seulement d'actions ponctuelles, mais de véritables attaques en règle, impliquant de larges effectifs sur les secteurs d'assaut. Surpris, les Japonais lâchent initialement

prise, avant de contre-attaquer grâce à des renforts venus de Mandchourie, quitte à répandre sur les guérilleros des gaz toxiques à une trentaine de reprises³⁵.

Militairement, l'affaire est coûteuse pour les communistes : ils ont perdu de 18 000 à 22 000 tués et blessés, alors que les pertes adverses, fixées à 38 000 hommes par le parti, n'auraient pas dépassé 3 000 à 4 000 tués et blessés³⁶. Mais sur le plan médiatique, l'opération est un triomphe. De Tchongking, Chou En-lai informe Mao que l'opération a produit un « effet énorme ». Même la presse nationaliste est bien forcée d'admettre que l'Armée rouge a « asséné à l'ennemi un coup mortel aux rumeurs que fait courir l'ennemi, selon lesquelles nous sommes divisés et plongés dans des luttes intestines³⁷ ». Les communistes gagnent en popularité, y compris dans les rangs nationalistes. À l'inverse du Kuomintang, ils ont la réputation de se battre – et bien – contre l'envahisseur. Depuis plusieurs années, en fait, des milliers de Chinois – du moins, surtout les intellectuels – prennent le chemin de leur capitale, Yan'an. L'endroit incarne une terre de promesses, loin de l'incurie nationaliste et de la terreur japonaise, le centre d'un « monde de lumière », pour citer Theodore White³⁸.

Rançon du succès, les « rouges » ont désormais attiré l'attention soutenue des Japonais, lesquels fomentent de puissantes expéditions punitives, restées dans l'Histoire sous le terme de « campagne des trois tout : tout tuer, tout brûler, tout détruire ». Des villages entiers sont exterminés ou, du moins, incendiés, certaines estimations fixent à 2,7 millions le nombre de Chinois massacrés dans le cadre de cette politique de 1942 à 1945³⁹. Parfois, le bourreau a recours aux inondations : au printemps 1942, les Japonais détruiront 128 digues dans le Hubei, ce qui conduira à la submersion de 6 752 villages et à la destruction de 168 900 habitations. Les occupants ne répugnent pas à recourir aux

gaz toxiques : 192 personnes seront gazées dans une cave abritant un hôpital de campagne en 1942, près de 800 autres connaîtront le même sort après avoir été parquées dans un tunnel à Dingxian (Hebei) la même année⁴⁰. La répression perpétue la guerre civile : les zones où se répand l'armée japonaise voient revenir plusieurs grands propriétaires fonciers chassés de leurs terres par la réforme agraire, et qui se vengent sur leurs successeurs. Les unités composées de collaborateurs chinois ne sont pas en reste : l'une d'entre elles gaze 46 villageois dans une école⁴¹.

Purifier le parti

Violence et terreur portent leurs fruits : de 1941 à 1942, les communistes ne contrôlent plus que 25 millions d'habitants, et leurs forces, qui perdent dans le même laps de temps 64 000 tués, sont réduites à des activités de guérilla⁴².

C'est dans ce contexte où l'espoir se mêle de crainte que Mao prend les devants, et décide de purifier le parti pour poser les bases d'une nouvelle société... et écarter ses rivaux. Une vaste « campagne de rectification » est lancée le 1^{er} février 1942, destinée à purger les cadres et à introduire un culte de la personnalité au profit de Mao. Dans cette ambiance de « rééducation » hystérique et sectaire, on sonne la chasse aux « traîtres », aux « espions », aux « contre-révolutionnaires », aux dérivés « trotskistes », « droitières », « pro-japonaises » ou même (en ces temps de « front uni ») « pro-Kuomintang », quitte à ériger les premiers « camps de redressement par le travail » (*laogaidui*). Les arts sont également repris en main, au profit de l'insipide « réalisme socialiste »⁴³.

Même les représentants soviétiques en viennent à être progressivement isolés ! Staline s'en préoccupe en 1943 : que signifie ce traitement infligé à ses agents ? que cachent

ces déclarations hostiles au Kuomintang⁴⁴ ? De son côté, Tchiang Kaï-shek croit avoir vu juste : le parti communiste se désagrège, comme dans les années 1920, et il suffira de creuser les lézardes pour le faire s'écrouler⁴⁵. Conscient que les choses sont allées trop loin, tant vis-à-vis de la base qu'envers le Kremlin, Mao se fait rassurant, condamne vaguement la torture, flatte les représentants soviétiques. Il va même jusqu'à présenter ses excuses en avril 1944 aux dirigeants du parti, tout en se déchargeant sur d'autres. Cette apparente contrition ne saurait dissimuler l'essentiel : Mao n'est plus contesté au sein du parti. Il en est devenu, définitivement, le « Grand Timonier », le chef absolu.

Ce succès est d'autant plus éclatant qu'il donne l'impression, à l'époque, d'être mérité. Les communistes sont parvenus à s'attirer le soutien des paysans, à qui ils promettent protection et réforme agraire⁴⁶. Au printemps 1944, ils ont considérablement étoffé leurs effectifs : à partir d'une base populaire de 80 millions d'âmes, le parti recense 900 000 membres, les forces militaires 470 000 soldats et 2 270 000 miliciens⁴⁷. Cette réussite doit beaucoup aux profits engrangés par le trafic de l'opium, sans qui, selon Mao, les siens n'auraient « pu surmonter la crise⁴⁸ », sachant que nationalistes et Japonais, tout en combattant officiellement ce commerce, le tolèrent et l'exploitent en maints endroits⁴⁹...

Il y a certes lieu de relativiser : d'après le général Okamura, les communistes n'auront mis hors de combat, pour la totalité de la guerre, que 50 000 soldats japonais – dix fois moins que n'en prétendront les « rouges »⁵⁰. Sur le terrain, les performances militaires du PCC sont inégales, la faute à une structure moins centralisée, moins hiérarchisée, et plus désordonnée qu'on ne croit, ce qui laisse la part belle aux forces locales, mine leur coordination, et augmente les risques d'erreur⁵¹. Cependant, les officiers japonais se verront contraints de reconnaître, en 1944 que, par leur

propagande, leur organisation, leur habileté politique, leur progrès tactique aussi, les communistes chinois ont repoussé les limites de la guérilla paysanne, si bien qu'il faut renoncer à les anéantir⁵². Le PCC est parvenu à fusionner « guerre de libération » et « lutte des classes » : il mobilise le peuple contre l'agresseur étranger, mais s'efforce de rallier à lui quantité de « camarades japonais », ce qui l'amène à recommander de bien traiter les prisonniers impériaux, de manière à en faciliter la « rééducation »⁵³.

Le phénix communiste, moribond en 1935, laminé en 1942, renaît encore de ses cendres ! Mao, déjà, en déduit abusivement ce qui sera l'alpha et l'oméga de sa pensée politique, à l'origine des délires meurtriers que seront le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle : les masses peuvent réaliser l'*impossible* par leur seule volonté⁵⁴.

*Le « grand frère » soviétique :
entre ingérence et neutralisme*

Mao n'est pas un banal seigneur de la guerre maîtrisant quelques rudiments de marxisme. Il initie une « voie chinoise au socialisme », mêlant indistinctement Marx, Confucius, Clausewitz et tant d'autres au sein d'une idéologie utopiste et égalitariste. Staline lui-même n'ose guère s'opposer à lui : son emprise sur le parti communiste chinois est trop forte – sans être absolue – et sa détermination à combattre les Japonais ne peut que servir les intérêts de l'Union soviétique. Pour l'heure, le Grand Timonier n'a ni l'envie, ni les moyens de s'affranchir du « grand frère » soviétique. L'URSS demeure parée du prestige de la « patrie des prolétaires », d'où a jailli la « lumière d'Octobre ». Sur de nombreux plans, théoriques aussi bien que structurels, le PCC reste fortement marqué par l'influence du Komintern – dissous en 1943.

Dès lors, Mao et ses cadres dirigeants sont bien forcés de tenir compte de l'opinion de Moscou.

Laquelle est dominée par le pragmatisme. Dans les années 1930, le Kremlin a préféré soutenir les nationalistes, seuls à même d'endiguer l'impérialisme nippon⁵⁵. En 1941, changement de programme : Moscou, soucieux de pacifier ses frontières asiatiques pour se consacrer entièrement à la menace allemande, a conclu un pacte de non-agression avec Tôkyô, mettant fin à l'assistance matérielle à Tchiang Kaï-shek. Pour autant, Staline ne tient pas à ce que la Chine s'effondre sous les coups des Japonais, et impose, aussi bien à Mao qu'à Tchiang, la ligne du « front uni », menaçant de représailles les uns et les autres quand il leur prendrait l'envie de s'en écarter⁵⁶.

Au fur et à mesure que la guerre tourne en faveur des Alliés, Staline se montre même plus ambitieux. Depuis Stalingrad, il se sait indispensable aux Anglo-Saxons. Et il n'ignore pas que, comme on le verra, les Américains souhaitent inclure la Chine dans le club très fermé des grandes puissances à qui seront confiées les destinées du monde. L'URSS n'y fait pas obstacle, mais traîne les pieds⁵⁷. Quitte à accepter l'émergence d'un tel État à ses frontières, elle exige des garanties territoriales, notamment l'accès à un port donnant sur les mers chaudes qui baignent l'Asie. Elle convoite également le Sin-kiang (ou Xinjiang), aux confins de la Chine et de l'Asie centrale, et dont le sous-sol regorge d'or, de pétrole, de tungstène, de manganèse, d'uranium⁵⁸.

Dans cette logique, le dictateur géorgien use des communistes chinois – ces « communistes de margarine », dira-t-il⁵⁹ – comme d'un sachet de poil à gratter contre Tchiang Kaï-shek. Ce dernier vient-il à se montrer hostile que Staline soutient aussitôt Mao et les siens pour disputer au Kuomintang le contrôle des masses chinoises. Faut-il, à l'inverse, apaiser, rassurer le régime de Tchongking, le

maître du Kremlin s'emploie aussitôt à immobiliser ses « troupes », ou à les désavouer lorsqu'elles vont trop loin. Au vrai, Staline a raison de se méfier. Tchiang n'a en rien renié son anticommunisme, et n'accorde aucune confiance à la Russie, qui l'a lâché en 1941 et continue de commercer avec l'envahisseur nippon⁶⁰. Et il s'imagine bien qu'une fois l'Allemagne vaincue, l'URSS se retournera contre le Japon : pour prix de cette intervention, que réclamera-t-elle à la Chine ? Aussi le généralissime désapprouve-t-il toute entrée en guerre de Moscou, au risque de fâcher Washington⁶¹. Non sans justesse, il redoute qu'Occidentaux et Soviétiques ne s'entendent sur le dos de son pays... Ironiquement, Mao nourrit des inquiétudes identiques.

La troisième Chine : la Chine occupée

La Chine occupée, depuis 1940, possède un gouvernement fantoche, sous la férule d'un ancien ponte du Kuomintang, Wang Tsing-wei⁶². Ce dernier a beau faire l'objet d'un culte de la personnalité, il ne reste qu'une marionnette qui, en échange de ses bons et loyaux services, n'obtient que des miettes – et encore, fort tardivement. Trop inféodé à l'occupant, trop exploité par lui, incapable de juguler l'inflation – qui atteindra des niveaux plus formidables encore qu'en Chine nationaliste –, le « régime de Nankin » est rongé par une impopularité grandissante. Nombre de ses dirigeants sont assassinés par des résistants locaux ou des assassins mandatés par Tchongking. Ceux qui survivent font appel au crime organisé pour les protéger, achevant de pourrir leur système politique.

Ces règlements de comptes ne sauraient masquer un autre fait, à savoir la multiplication, avec les années, des contacts entre le camp nationaliste et celui des collaborateurs de Nankin. Tous deux, qui comprennent des cadres issus du

Kuomintang, partagent une haine envers les communistes, de sorte que d'un côté comme de l'autre on se prend à imaginer un ralliement des armées collaboratrices au généralissime lorsque sonnera l'heure de la défaite japonaise. L'un des plus hauts responsables du régime de Nankin, le ministre des Finances Chou Fo-hai, pilote secrètement ces approches depuis 1942. Il croit peu en Wang Tsing-wei (« J'ai l'impression que Wang est dominé par sa femme, cerné par ses zéloteurs, et qu'il perd graduellement son statut de *leader* », estime-t-il⁶³), et plus du tout en la victoire japonaise. Chou pousse la défection jusqu'à communiquer des renseignements au gouvernement de Tchongking, dont il protège les agents infiltrés – qui lui servent d'autant de courroies de transmission à destination de Tchiang Kaï-shek. On le verra même prélever des fonds pour financer certains mouvements de guérilla. Il aurait été impliqué dans l'empoisonnement de son rival Li Shiqun, chef des services d'espionnage du régime de Nankin, en septembre 1943 – ce dernier, du reste en mauvais termes avec les Japonais, se révélait trop efficace dans la répression des réseaux implantés par Tchongking, et pis encore, avait noué des contacts avec les communistes⁶⁴...

L'élimination de Li Shiqun permet à Chou Fo-hai de devenir le véritable homme fort du régime de Nankin, ce qui lui donne d'exercer une réelle influence sur l'armée. Le gouvernement Wang a beau mobiliser de six cent mille à un million de soldats, ces derniers guerroyent surtout contre les communistes, et fraternisent souvent avec leurs homologues nationalistes. « Ils doivent être prudents avec les Japonais, expliquera benoîtement un capitaine nationaliste à un officier américain, mais parfois, quand ils pensent qu'il n'y a aucun danger, ils nous invitent même à dîner⁶⁵. »

Lesdits Japonais, cependant, peuvent y trouver leur intérêt. En cette époque de crise militaire, ils cherchent à « neu-

traliser » le théâtre d'opérations chinois, ce qui suppose de laisser croire à la Chine qu'un compromis est possible, à la satisfaction de toutes les parties. Pour donner le change, Tôkyô s'emploie à donner quelque assise au gouvernement Wang, lui rétrocédant – un peu tard – les concessions territoriales japonaises, lui abandonnant partiellement la gestion de l'économie et la politique de maintien de l'ordre. De même le régime de Nankin déclare-t-il la guerre aux États-Unis en janvier 1943 : un tel geste est censé attester de l'indépendance de la Chine pro-japonaise, et consacre officiellement ce que Tôkyô attend des Chinois, à savoir qu'ils rompent avec l'Occident. Grâce à cette « offensive de charme », le Japon espère renouer le contact, *via* ses fantoches de Nankin, avec le régime de Tchiang Kai-shek.

Ces impulsions de la métropole se heurtent à la réticence des cadres locaux japonais, qui tiennent à conserver intacts leurs réseaux politiques et financiers ou ne croient guère en l'efficacité des fonctionnaires de Nankin dans l'administration directe du pays. Plus surprenant, plusieurs collaborateurs chinois manifestent pareillement leur opposition, pour des motifs généralement similaires. Certains *leaders* de la collaboration en Chine du Nord, notamment, répugnent à passer sous la coupe du gouvernement de Wang. Sur le plan diplomatique, l'échec est encore plus net, dans la mesure où Tchiang, interprétant les approches nipponnankinoises comme un aveu de faiblesse, refuse de discuter d'un quelconque plan de paix⁶⁶...

Au fond, la Chine de la collaboration est trop divisée, trop précaire, trop liée au sort de l'Empire japonais pour constituer une alternative crédible à plus ou moins long terme. Tchiang comme Mao l'ont bien compris, eux qui songent à collecter le maximum de dividendes d'une victoire américaine dans le Pacifique. Fait remarquable, tous deux posent simultanément les jalons idéologiques de leur vision

de la Chine : Tchiang publie son *Destin de la Chine* alors que Mao supervise la « rectification » du parti communiste pour amorcer la purification de la société chinoise⁶⁷. Le régime de Nankin ne produit rien, ne conduit rien d'équivalent. Preuve en est que c'est bien à Tchongking et à Yan'an que se joue l'avenir du pays. Du moins, pour autant que les États-Unis le veuillent bien. Car pour vaincre les Japonais, leur aide est indispensable. Or, eux aussi ont des plans pour la Chine, tant pour la période de la guerre que pour la paix qui s'annonce.

L'AMI AMÉRICAIN

*La Chine dans les plans de guerre
– et d'après-guerre – des États-Unis*

Ravitailer la Chine (nationaliste) est alors l'obsession des États-Unis. Pour des motifs militaires, tout d'abord. La Chine, en effet, aspire une large part de l'effort de guerre nippon. Au premier semestre 1943, l'armée du Soleil-Levant masse sur ce théâtre 24 divisions et 16 brigades mixtes totalisant 600 000 hommes, plus du tiers de son potentiel militaire⁶⁸. Il est vrai qu'à la même époque le Japon concentre autant de troupes en Mandchourie et en Corée face à l'URSS, alors que cette dernière se cantonne dans sa neutralité. Il est vrai également que ces constats ne doivent pas s'effectuer à sens unique : l'offensive américaine dans le Pacifique contraint le Grand Quartier général impérial à dépouiller le théâtre chinois de nombreuses escadrilles et divisions comptant parmi les meilleures de l'empire. Rappelons que la bataille – la boucherie, devrait-on dire – de Guadalcanal a coûté tant de troupes aux Japonais qu'ils n'ont eu d'autre choix que d'annuler une offensive initialement prévue pour le

printemps 1943, et qui aurait dû porter le coup de grâce à la Chine⁶⁹.

Le front, par la même occasion, s'est peu à peu calmé à partir du second semestre 1942, au point que, comme le notera exagérément un observateur américain, « le jour de Pearl Harbor, aux États-Unis, équivaut ici au jour de l'Armistice⁷⁰ ». Les pertes – officielles – des forces nationalistes n'ont cessé de décliner : 340 000 morts en 1940, 145 000 en 1941, 88 000 en 1942, 43 000 en 1943⁷¹, dont une large part de faim ou de maladie ; parallèlement, les pertes communistes sont passées de 64 000 morts de l'été 1941 à l'été 1942 à 19 000 tués de l'été 1943 à l'été 1944⁷². Les statistiques japonaises seront tout aussi éloquents : 169 000 tués en Chine de 1937 à 1941, puis 263 000 de 1942 à 1945 (dont les trois quarts de maladie), ce qui constitue le tiers des pertes mortelles totales subies face aux Occidentaux⁷³.

La Chine n'en est pas moins utile aux États-Unis. Rappelons en effet la ligne stratégique du JCS : vaincre le Japon dans les meilleurs délais, en épargnant le plus grand nombre possible de vies américaines, sans préjudicier à la lutte contre l'Allemagne nazie qui reste l'adversaire principal. En obligeant les Japonais à lui consacrer de larges moyens, la Chine réduit d'autant le prix à payer pour reconquérir le Pacifique. Dès lors, il est essentiel de renforcer et moderniser cet allié, dont l'économie de guerre n'est pas autosuffisante.

En outre, l'entrée en jeu du super-bombardier B-29 amène les stratèges du Pentagone à voir la Chine comme un gigantesque aérodrome d'où partiraient les raids stratégiques contre l'empire. Impossible en effet d'attendre de l'URSS, qui s'en tient à sa politique de neutralité envers le Japon, d'accueillir l'aviation alliée en Sibérie, sachant que les Américains ne possèdent, en 1943, aucune île suffisamment proche de l'archipel nippon pour autoriser l'aller-retour des appareils. En conséquence, au cours de la conférence

du Caire, en novembre 1943, Roosevelt sollicite et obtient de Tchiang Kai-shek l'autorisation d'ériger des aérodromes sur son territoire.

Huit bases aériennes sont donc mises en chantier au cours de l'hiver, quatre en Inde du Nord-Est, quatre en Chine occidentale, près de la ville de Chengtu. L'on fait appel aux « petites gens anonymes », dira un correspondant de guerre, pour bâtir ces terrains ; 350 000 Chinois et peut-être autant d'Indiens sont mis à contribution. Les conditions de travail sont éprouvantes, car les autorités nationalistes manquent d'équipement et s'appuient sur la force musculaire de la main-d'œuvre, sous-payée ; les fermiers expropriés, par ailleurs, ne perçoivent qu'un prix d'achat inférieur à la valeur réelle du terrain, pour cause d'inflation. Un historien américain rendra hommage à ces travailleurs oubliés : « Les coolies chinois ont fait la preuve des plus belles vertus de leur nation⁷⁴. »

Pour revenir à la politique américaine, l'intérêt de l'alliance chinoise est ailleurs. On l'a vu, le Président Roosevelt songe à l'après-guerre. Il rêve d'un monde pacifié, stabilisé, démocratisé, régenté par une « force de police » internationale, composée des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Union soviétique et de la Chine – mais pas de la France⁷⁵. Il prévoit que la liquidation des empires coloniaux et de l'ennemi japonais laissera un vide béant en Asie : il appartiendra désormais aux Chinois d'y assurer le maintien de l'ordre.

Ces espoirs sont à la hauteur du potentiel économique et géopolitique de la Chine. Nombre de décideurs américains se rappellent que ce pays possède d'immenses ressources, à commencer par une population d'un demi-milliard d'âmes. Peut-on vraiment s'offrir le luxe de « perdre la Chine » au profit du Japon, ou pire : la laisser suivre sa propre voie au point de devenir un « nouveau Japon » ? N'est-il pas préférable, au contraire, de l'aider pour la séduire, de l'assister

pour la rendre débitrice ? Surtout si l'on considère que la Chine offre « le seul véritable marché de l'après-guerre pour l'écoulement des marchandises américaines », comme l'affirme un membre du Congrès des États-Unis en octobre 1943⁷⁶ ? En cette heure du « sanglot de l'homme blanc », honteusement chassé par les Japonais de ses possessions d'Asie du Sud-Est, en cette époque où les Asiatiques appréhendent la notion d'indépendance, et où l'URSS fait la preuve de ses colossales capacités militaires et propagandistes, ne vaut-il pas mieux, pour l'Amérique, avoir la Chine *avec* elle que *contre* elle⁷⁷ ?

S'y greffe sans doute un facteur émotionnel. Martyrisée par le Japon, la Chine suscite une certaine sympathie chez une grande partie l'opinion publique américaine. Les différentes visites de madame Tchiang y sont pour beaucoup – elle sera d'ailleurs la première femme au monde à s'adresser aux deux chambres du Congrès⁷⁸. Le cinéma hollywoodien se fait la caisse de résonance de la compassion américaine, rendant hommage au courage des résistants chinois... en confiant leur rôle à des acteurs occidentaux maquillés pour l'occasion⁷⁹.

La Chine nationaliste, une grande puissance ?

Pour Tchiang Kai-shek, les attentes de Roosevelt constituent une occasion inespérée. Du point de vue financier et militaire d'abord, dans la mesure où les Américains fourniront à la Chine nationaliste, dans le cadre du prêt-bail, de 1941 à 1947, près de 1,602 milliard de dollars d'équipements et de liquidités⁸⁰. Les États-Unis doivent même se contenter d'un taux de change officiel d'un dollar pour vingt yuans, alors que le taux réel, celui du marché noir, ne cesse de grimper : un dollar vaut 49 yuans en décembre 1942, puis 83 yuans un an plus tard, 540 yuans en décembre 1944, et culminera